



Dossier



La stigmatisation territoriale à l'âge de la marginalité avancée

Loïc Wacquant¹

Résumé

La sociologie comparée de la structure, la dynamique et l'expérience de la relégation urbaine aux États-Unis et dans les principaux pays de l'Union européenne durant les trois décennies passées révèle l'émergence d'un nouveau régime de marginalité. Ce régime génère des formes de pauvreté qui ne sont ni résiduelles, ni cycliques, ni transitoires, mais bien inscrites dans le devenir des sociétés contemporaines en ceci qu'elles se nourrissent de l'éclatement du salariat, de la déconnection fonctionnelle des quartiers déshérités des tendances macro-économiques, et de la reconfiguration de l'État-providence dans la ville polarisée. Adossée à une comparaison méthodique de l'évolution du ghetto noir américain et de la banlieue ouvrière française au tournant du siècle, cet article met en lumière trois propriétés spatiales distinctives de la « marginalité avancée »².

Mots-clés: marginalité, stigmatisation, cité, espaces, ghetto, emploi, salarié

¹ University of California, Berkeley. Centre de Sociologie Européenne, Paris

² Cet article est adapté du chapitre 8 de Loïc Wacquant, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État* (Paris: La Découverte, 2006).

Resumen

LA ESTIGMATIZACIÓN TERRITORIAL EN LA ERA DE LA MARGINALIDAD AVANZADA

La Sociología comparada de la estructura, la dinámica y la experiencia de la relegación urbana en los Estados Unidos así como en los principales países de la Unión Europea durante las tres últimas décadas, revela la emergencia de un nuevo régimen de marginalidad. Dicho régimen genera formas de pobreza que no son ni residuales, ni cíclicas, ni transitorias, sino que más bien se inscriben en el devenir de las sociedades contemporáneas en tanto que ellas se alimentan de la fragmentación de las formas salariales, de la desconexión funcional que presentan los barrios desheredados frente a las tendencias macroeconómicas, y de la reconfiguración del Estado-providencia en la ciudad polarizada. Apoyado en una comparación metódica de la evolución del ghetto negroamericano y de los suburbios obreros franceses a finales de siglo, este artículo resalta tres propiedades espaciales distintivas de la «marginalidad avanzada»³.

Palabras clave: marginalidad, estigmatización, ciudad, espacios, gueto, empleo, salario

Abstract

THE TERRITORIAL STIGMATIZATION IN THE ERA OF THE ADVANCED MARGINALITY

The Comparative Sociology of the structure, dynamics and the experience of the urban relegation in the United States as well as in the main countries of the European Union during the last three decades, reveals the emergence of a new regime of marginality. This regime generates forms of poverty which are not residual, recurrent, or transitory, but also are inscribed in the becoming contemporary societies insofar as they feed on the fragmentation of salary forms, of the functional disconnection that present the disinherited neighborhoods in front of the macroeconomic tendencies, and of the reconfiguration of the State-providence in the polarized city. Supported in a methodical comparison of the evolution of the NegroAmerican ghetto and the French labor suburbs at the end of century, this article stands out three distinctive spatial properties of the «advanced marginality.»

Key words: marginality, stigmatization, city, ghetto, spaces, job, salary

³ Traducción de Malin Pino de Casanova.

1. Fixation et stigmatisation territoriales

Au lieu d'être disséminée dans l'ensemble des zones d'habitat ouvrier, la marginalité avancée tend à se concentrer dans des territoires isolés et clairement circonscrits, de plus en plus perçus, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, comme des lieux de perdition — à la manière de friches urbaines ou de « cours des miracles » de la ville postindustrielle que seules fréquenteraient les déviants et les déchets de la société.

Quand ces « espaces pénalisés » (Pétonnet, 1982) sont ou menacent de devenir des composantes permanentes du paysage urbain, les discours de dénigrement s'amplifient et s'agglomèrent autour d'eux, aussi bien « en bas », dans les interactions ordinaires de la vie quotidienne, qu'« en haut », dans les champ journalistique, politique et bureaucratique (voire scientifique)⁴. Une *souillure de lieu* se superpose alors aux stigmates déjà opérants, traditionnellement attachés à la pauvreté et à l'appartenance ethnique ou au statut d'immigré postcolonial, auquel elle ne se réduit pas même si elle leur est étroitement liée. Il est remarquable qu'Erving Goffman (1963) ne mentionne pas le lieu de résidence parmi les « handicaps » qui peuvent « disqualifier l'individu » et le priver de « l'entière acceptation par les autres ». Pourtant, l'infamie territoriale présente des propriétés cousines de celles des stigmates corporels, moraux et tribaux, et elle pose des dilemmes de gestion de l'information, de l'identité et des relations sociales tout à fait similaires, même si elle affiche aussi des propriétés distinctives. Des trois grands types de stigmates catalogués par Goffman (1963:4-5), les « difformités du corps », les « défauts de caractères » et les marques « de race, de nation et de religion », c'est au troisième que le stigmate territorial s'apparente, puisqu'« il peut être transmis par le truchement du lignage et [qu'il] contamine également tous les membres de la famille ». Mais, à l'inverse de ces dernières, il peut être assez facilement dissimulé et atténué (voire annulé) par la mobilité géographique.

⁴ Les chercheurs en sciences sociales n'ont pas peu contribué à alourdir le fardeau de l'infamie urbaine en concoctant des notions pseudo-savantes qui habillent les préjugés ordinaires de classe et de race dans un langage à tonalité analytique. On pense, par exemple, à la catégorie asinine d'« *underclass area* » proposée aux États-Unis par Eroll Ricketts et Isabel Sawhill (1988) pour caractériser (de manière parfaitement circulaire) les quartiers où habitent l'*underclass*, définie par une batterie quantifiée de « pathologies sociales ».

Dans chaque métropole du Premier monde, une ou plusieurs bourgades, districts ou concentrations de logements sociaux sont publiquement connus et reconnus comme ces enfers urbains où le danger, le vice et la déréliction sont dans l'ordre des choses. Certains acquièrent même le statut de synonyme national de tous les maux et dangers qui affligent désormais la ville dualisée⁵ : ainsi Les Minguettes et La Courneuve ou la cité du Mirail à Toulouse pour la France ; South Central Los Angeles, le Bronx et le grand ensemble de Cabrini Green à Chicago pour les États-Unis ; Duisburg-Marxloh et Berlin-Neukölln pour l'Allemagne ; les quartiers de Toxteth à Liverpool et de Meadow Well à Newcastle pour l'Angleterre; et ceux de Bijlmer et Westelijke Tuinsteden à Amsterdam dans le cas des Pays-Bas. Même les sociétés qui ont le mieux résisté à l'ascension de la marginalité avancée, comme les pays scandinaves, sont touchées par ce phénomène de stigmatisation territoriale liée à l'émergence de zones réservées aux parias urbains :

Qu'importe où je voyage [à travers les provinces de la Suède.] Partout on me pose la même question quand les gens que je rencontre me demandent d'où je viens : « Vous habitez à Tensta ? Mais comment vous pouvez vivre là ? Comment vous parvenez à vivre dans un ghetto? » (Pred 2000:123)⁶.

Que ces lieux soient ou non délabrés et dangereux, et que leur population soit ou non composée essentiellement de pauvres, de minorités et d'étrangers importe peu au final : la croyance préjudicielle qu'ils le sont suffit à déclencher des conséquences socialement nuisibles.

⁵ Certains « hauts-lieux » de perte urbaine, comme le Bronx, atteignent un statut similaire au niveau international — comme l'indique Auyero (1999) dans son enquête sur un bidonville du Grand Buenos Aires.

⁶ Tensta est un quartier de la banlieue nord de Stockholm à forte concentration d'immigrés et de chômeurs. Dans la Suède du tournant du siècle, les « quartiers à problèmes » (*problemområde*) comme Rinkeby à Stockholm et Rosengård à Malmö, sont communément et ouvertement désignés par le quasi-synonyme de « quartiers à forte densité d'immigrés » (*invandrartät område*). Une doublet assez similaire est employé pour désigner les zones de relégation urbaine en Hollande: « *achterstandswijken* » et « *concentratiebuurten* » (Uitermark, 2003).

C'est vrai au niveau de la structure et de la texture des rapports sociaux au quotidien. On a souligné au chapitre 6 combien vivre dans un grand ensemble (sous-)prolétaire de la périphérie de Paris engendre un « sourd sentiment de culpabilité et de honte, dont la pesée sous-jacente fausse le contact » (Pétonnet, 1982:148). Il est commun que les gens y dissimulent leur adresse, évitent au maximum que leur famille ou leurs amis leur rendent visite, et se sentent obligés de s'excuser d'habiter un endroit diffamé qui macule l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. « Je ne suis pas de la cité, moi », insiste une jeune femme de Vitry-sur-Seine, « j'habite là parce que j'ai des difficultés en ce moment mais je suis pas d'ici, j'ai rien à voir avec tous ceux d'ici ». Une autre invite l'ethnologue à ne pas confondre la cité avec un quartier « parce que dans un quartier il y a tout le monde (...) tandis qu'ici il n'y a que de la merde » (Pétonnet, 1982:149). De même, on a vu que les habitants du ghetto de Chicago nient appartenir à la micro-société du quartier et qu'ils s'évertuent à prendre et à marquer leurs distances vis-à-vis d'un lieu et d'une population qu'ils savent être universellement souillés, et dont les médias, le discours politique et certaine production savante donne sans cesse une image avilie.

Le sens aigu de l'indignité sociale qui enveloppe les quartiers de relégation ne peut être atténué qu'en reportant le stigmate sur un autre diabolisé et sans visage — les voisins du dessous, la famille immigrée qui habite dans un immeuble mitoyen, les jeunes de l'autre côté de la rue dont ont dit qu'ils « se cament » ou qu'ils font du « business », ou encore les résidents du bosquet de bâtiments d'en face, que l'on suspecte de toucher illégalement le chômage ou telle autre allocation. Cette logique du *dénigrement latéral et de la distanciation mutuelle*, qui tend à défaire un peu plus les collectifs déjà affaiblis des zones urbaines déshéritées, est difficile à enrayer, dans la mesure où

[I]e quartier stigmatisé dégrade symboliquement ceux qui l'habitent et qui, en retour, le dégradent symboliquement, puisque, étant privés de tous les atouts nécessaires pour participer aux différents jeux sociaux, ils n'ont en partage que leur commune excommunication. Le rassemblement en un lieu d'une population homogène dans la dépossession a aussi pour effet de redoubler la dépossession (Bourdieu, 1993:261).

Les effets de la stigmatisation territoriale se font aussi sentir au niveau des politiques publiques. Dès lors qu'un lieu est publiquement étiqueté comme une « zone de non-droit » ou une « cité hors-la-loi » et hors la norme⁷, il est facile aux autorités de justifier des mesures spéciales, dérogatoires au droit et aux usages, qui peuvent avoir pour effet — sinon pour objectif — de déstabiliser et de marginaliser plus encore leurs habitants, de les soumettre aux diktats du marché du travail dérégulé, de les rendre invisibles, ou de les chasser d'un espace convoité⁸. Ainsi, suite à une série de reportages sensationnalistes à la télévision, le quartier de São João de Deus, un secteur « taudifié » du nord de Porto à forte présence de gitans et de ressortissants du Cap Vert, est aujourd'hui connu dans tout le Portugal comme l'incarnation infernale du « *bairro social degradado* ». La mairie de Porto s'est autorisée de sa réputation ignoble d' « *hipermercado das drogas* » pour lancer une opération de « rénovation urbaine », qui, à grand renfort de descentes de police musclées, vise essentiellement à expulser et éparpiller les drogués, squatteurs chômeurs et autres épaves locales afin de réinsérer ledit quartier sur le marché immobilier de la ville — sans se soucier outre mesure du sort des milliers d'habitants ainsi déplacés⁹.

⁷ On pourrait citer ici quantité d'ouvrages sur les banlieues qui ont inondé les librairies de France ces dernières années, où le racisme de classe le dispute au fantôme du péril étranger. On en citera un seul, dont le titre résume dit la vision: *Cités hors-la-loi. Un autre monde, une jeunesse qui impose ses lois* (Henni et Mariné 2002; Mariné est un des journalistes de France 2 à l'origine du mythe médiatique de l'explosion des « tournantes » en banlieues). Sous couvert d'analyse et d'alerte civique, ces livres participent du discours de honnissement des quartiers d'exil et de la déportation civique de leurs habitants.

⁸ Il faudrait étudier dans cette optique comment la légende démoniaque de l' « *underclass* » (paradoxalement promue aussi par des chercheurs progressistes) a contribué à légitimer, d'un côté, la « réforme » de l'aide sociale qui a instauré le *workfare* aux Etats-Unis en 1996 et, de l'autre, la politique de destruction massive des grands ensembles du ghetto sous prétexte des bénéfices supposés de la dispersion spatiale pour les pauvres officialisée par le Quality Housing and Work Responsibility Act de 1998 (Crump 2003).

⁹ Je remercie Luis Fernandes (de l'Université de Porto) pour ces informations et je renvoie à son analyse de la stigmatisation spatiale attachée aux « territoires psychotropes » de la ville portugaise (Fernandes 1998 : 68-79, 151-154 et 169-174).

2. L'aliénation spatiale et la dissolution du « lieu »

L'autre face de ce processus de stigmatisation territoriale est la dissolution du « lieu » (au sens de *place*), c'est-à-dire la perte d'un cadre humanisé, culturellement familier et socialement tamisé, auquel les populations urbaines marginalisées s'identifient et au sein duquel elles se sentent « entre soi » et en relative sécurité. Les théories du post-fordisme suggèrent que la reconfiguration en cours du capitalisme implique non seulement une vaste réorganisation des entreprises et des flux économiques, des emplois et des personnes *dans l'espace* mais également un bouleversement complet de l'organisation et de l'expérience *de l'espace* lui-même (voir notamment Harvey, 1989 ; Soja, 1989 ; et Shields, 1991). Ces théories sont cohérentes avec les transformations radicales du ghetto noir américain et de la banlieue ouvrière française après la décennie 1970 puisque, de « lieux » (*places*) communautaires baignés d'émotions partagées et de significations communes, supports de pratiques et d'institutions de réciprocité, ils se sont vus ravalés au rang de simples « espaces » (*spaces*) indifférents de compétition et de lutte pour la vie.

On peut formuler la distinction entre ces deux conceptions ou ces deux modes d'appropriation de l'environnement rapproché comme suit : « Les 'lieux' sont des arènes stables, 'pleines' et 'fixes' » tandis que les « 'espaces' sont des 'vides potentiels', des 'menaces possibles', des zones que l'on doit craindre, sécuriser ou fuir » (Smith, 1987:297). Le passage d'une politique du lieu à une politique de l'espace, ajoute Dennis Smith, est encouragé par l'affaiblissement des liens fondés sur une communauté territoriale au sein de la ville. Il se nourrit également de la tendance des individus à se retirer dans la sphère privée du ménage et du renforcement du sentiment de vulnérabilité qui accompagne la quête de l'accomplissement personnel ou de la sécurité et de l'affaiblissement généralisé des collectifs¹⁰. Il convient de prendre garde ici de ne pas

¹⁰ Pour une analyse minutieuse du « privatisme défensif et rétracté » traditionnel de la classe ouvrière et son accentuation sous l'effet de la décomposition du groupe dans une ville minière du Nord, lire Schwartz (1985). Pour une description du délitement des formes de sociabilité et de solidarité de voisinage au sein des ghettos du West Side et du South Side Chicago sous la pression de la misère et de la violence, voir Kotlowitz (1987) et Jones et Newman (1997).

« romantiser » la situation des quartiers ouvriers et des enclaves ségréguées d'antan : il n'y a jamais eu d' « âge d'or » où la vie dans le ghetto étasunien et dans la banlieue populaire française aurait été douce et les rapports sociaux harmonieux et épanouissants. Il n'en reste pas moins que l'expérience de la relégation urbaine a, sur ce plan, changé d'une manière qui la rend nettement plus rugueuse et aliénante aujourd'hui.

Une brève illustration : jusqu'aux années 1960, le ghetto noir américain était encore un « lieu » au sens de *place*, un oekoumène collectif, un paysage urbain humanisé — bien qu'étant le produit d'une oppression brutale et inflexible — pour lequel les Noirs ressentaient un fort sentiment d'identification, ainsi que l'exprimait l'idiome de la « *soul* », et sur lequel ils désiraient établir un contrôle collectif — c'était l'objectif prioritaire du mouvement du Black Power (Van DeBurg, 1992). Aujourd'hui l'hyperghetto est un « espace » (au sens de *space*), et cet espace dénudé n'est plus une ressource commune que les Afro-Américains pourraient mobiliser et déployer pour se protéger de la domination blanche. Au contraire : il s'est mué en vecteur de division intra-communautaire et en instrument d'emprisonnement du sous-prolétariat noir, un territoire redouté et haï duquel, comme le formule abruptement un informateur du South Side de Chicago, « tout le monde essaie de s'enfuir »¹¹.

Loin de fournir un bouclier de protection contre l'insécurité et les pressions du monde extérieur, on a vu aux chapitre 2 et 4 que l'espace de l'hyperghetto est pareil à un champ de bataille entropique et périlleux au sein duquel sévit une compétition à quatre protagonistes dans laquelle s'affrontent (i) les prédateurs de rue indépendants ou organisés (*hustlers* et gangs) qui cherchent à piller le peu de richesses qui y circulent encore ; (ii) les habitants et leurs organisations de base (comme MAD, « Mothers Against Drugs » sur le West Side de Chicago, ou les associations de locataires et de propriétaires d'immeubles et de commerçants là où elles ont survécu) qui s'efforcent de préserver les valeurs d'usage et

¹¹ Les efforts (partiellement infructueux) de la classe moyenne noire du South Side de Chicago pour se distancer spatialement et socialement du cœur éboulé du ghetto et des menaces qu'il recèle sont étudiés avec finesse par Pattillo-McCoy (1999).

d'échange de leur quartier ; (iii) les agences de surveillance et de contrôle de l'État chargées de contenir la violence et le désordre à l'intérieur du périmètre du cœur de métropole racialisé, travailleurs sociaux, police, tribunaux, agents de probation, etc. ; et (iv) les prédateurs institutionnels de l'extérieur (en particulier les promoteurs immobiliers) pour lesquels la conversion des franges de la Ceinture Noire au bénéfice des classes moyenne et supérieure qui réinvestissent la ville peut engendrer des profits faramineux¹².

3. La perte d'un « arrière-pays »

À l'érosion du lieu s'ajoute la disparition d'un « arrière-pays » (*hinterland*) ou d'une base arrière viable. Dans les phases antérieures de crise et de restructuration du capitalisme moderne, les travailleurs temporairement rejetés hors du marché du travail pouvaient se replier sur l'économie sociale de leur collectivité d'origine, qu'il s'agisse d'un district ouvrier fonctionnel, du ghetto communautaire ou d'un village dans la campagne d'origine ou dans le pays d'émigration (Young and Wilmott, 1957 ; Kornblum, 1974 ; Piore 1979 ; Sayad, 1991)¹³.

Lorsqu'ils étaient licenciés des usines et des fonderies, des fabriques ou des garages de Chicago où ils travaillaient suite au retournement cyclique de l'économie industrielle, les résidents de la Bronzeville du milieu du vingtième siècle pouvaient compter sur le soutien de leur parentèle, de leurs associés ou de leur église. La plupart des habitants de leur quartier restaient salariés et un réseau dense et soudé d'organisations de voisinage aidait à amortir le choc des difficultés économiques. En outre, les « entreprises interlopes » (« *shady*

¹² Voir Venkatesh (2000) pour un récit contextualisé des luttes de années 1990 entre les locataires du Robert Taylor Homes, l'administration des HLM de Chicago, les gangs, et diverses autorités administratives de la ville; et Abu-Lughod et al. (1994) et Mele (1999) sur les batailles autour de la «gentrification» des quartiers populaires réinvestis par les classes moyenne et supérieure à New York.

¹³ On peut relire à ce sujet l'analyse classique de Larissa Lomnitz (1977) sur « le système de sécurité sociale de remplacement » composé des amis et voisins des habitants des bidonvilles de Mexico et la monographie de Carol Stack (1974) sur les réseaux féminins d'entraide dans un ghetto noir du Mid-west.

business ») de l'économie de la rue, dont les ramifications traversaient toute la structure des classes noires, leur fournissaient de précieux emplois de dépannage (Drake et Cayton [1945], 1993:524-525). Par contraste, la majorité des habitants du South Side des années 1990 est privée d'emploi ; le cœur de la Ceinture noire s'est vidé de ses moyens de sustentation collective; et les ponts vers l'emploi salarié à l'extérieur ont été coupés par la déprolétarianisation de larges pans de la population locale : les sœurs et frères, les oncles et les ami(e)s sont bien en peine d'aider à trouver un travail lorsqu'ils sont eux-mêmes au chômage depuis longtemps (Sullivan, 1989 ; Wilson, 1996).

De nos jours, les individus durablement exclus d'un emploi rémunéré dans les quartiers de relégation ne jouissent plus d'emblée d'un soutien collectif informel en attendant un nouveau travail qui, de plus, pourrait bien ne jamais venir. Pour survivre, ils doivent recourir à des stratégies individuelles d'« auto-provisionnement », de travail au noir, de commerce souterrain, d'activités criminelles et de « débrouille » quasi-institutionnalisée (Gershuny, 1983 ; Pahl, 1987 ; Wacquant, 1992, Engbersen, 1996) qui ne contribuent guère à les soulager de la précarité puisque « les conséquences distributives du schéma de travail informel dans les sociétés industrielles tendent à renforcer et non à réduire les structures contemporaines d'inégalité » (Pahl, 1989:249). Dans bien des villes, les caractéristiques de l'économie informelle ont également changé. Elle est de plus en plus autonomisée et disjointe du secteur officiel de l'emploi salarié, quand elle n'est pas dominée par les activités criminelles (Barthélémy, 1990 ; Leonard, 1998). Il s'ensuit que ses circuits parallèles offrent de moins en moins de points d'entrée dans le monde du travail « à la régulière », si bien que les jeunes qui s'engagent dans l'économie souterraine ont toutes les chances de se trouver durablement marginalisés (Bourgois, 1995). Si les quartiers pauvres du début de l'ère fordiste étaient des « taudis de l'espoir », leur descendants de l'âge du capitalisme dérégulé s'apparentent plus aux « bidonvilles du désespoir » de la périphérie urbaine latino-américaine — pour reprendre l'expression de Susan Eckstein (1990).

References

- ABU-LUGHOD, J. et al. (1994). *From urban village to east village: the battle for New York's lower East Side*. Basil Blackwell, New York and Cambridge.
- AMAR, H. et MARINET, G. (2002). *Cités hors-la-loi. Un autre monde, une jeunesse qui impose ses lois*. Paris: Ramsay.
- AUYERO, J. (1999). This is like the Bronx, isn't it? Lived experiences of slum-dwellers in Argentina. *International Journal of Urban and Regional Research*, 23-1 (mars): 45-69.
- BARTHÉLÉMY, P. et al. 1990. *Underground economy and irregular forms of employment (travail au noir): Final synthesis report*. Bruxelles: Communauté économique européenne, ronéoté.
- BOURDIEU, P. (1993). Effets de lieux. Pp. 249-262 in Pierre Bourdieu et al., *La misère du monde*. Points/Seuil, Paris.
- BOURGOIS, P. (1995). *In search of respect: selling crack in El Barrio*. Cambridge University Press, New York. (Trad. fr. En quête de respect. Le commerce du crack à New York, Paris, Seuil, 2001).
- CRUMP, J. R. (2003). The end of public housing as we know it: public housing policy, labor regulation and the US city. *International Journal of Urban and Regional Research*, 27-1 (mars): 179-187.
- DRAKE, St. et CAYTON, H. R. [1945, 1962] (1993). *Black metropolis: A study of Negro life in a northern city*. Chicago: University of Chicago Press.
- ECKSTEIN, S. (1990). Urbanization revisited: inner-city slums of hope and squatter settlements. *World Development* 18-2 (février): 165-181.
- ENGBERSEN, G. (1996). The unknown city. *Berkeley Journal of Sociology*, 40: 87-112.
- FERNANDES, L. (1998). *O sítio das drogas. Etnografia das drogas numa periferia urbana*. Lisboa: Editorial Notícias.
- GERSHUNY, J. I. (1983). *Social innovation and the division of labor*. Oxford: Oxford University Press.
- GOFFMAN, E. [1958] 1963. *The presentation of self in everyday life*. Harmondsworth: Penguin Books. (Trad. fr. *La mise en scène de la vie quotidienne*, Vol. 1: *La présentation de soi dans la vie quotidienne*. Paris, Minuit, 1973).
- HARVEY, D. (1989). *The condition of postmodernity: an inquiry into the origins of cultural change*. Oxford: Basil Blackwell.

- JONES, L. et NEWMAN, L. (1997). *Our America: Life and death on the south side of Chicago*. New York: Washington Square Press.
- KORNBLUM, W. (1974). *Blue-collar community*. Chicago: The University of Chicago Press.
- KOTLOWITZ, A. (1991). *There are no children here: **the story of two boys growing up in the other America***. New York: Doubleday.
- LEONARD, M. 1998. *Invisible work, invisible workers: the informal economy in Europe and the US*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- MELE, C. (1999). *Selling the lower East Side: culture, real estate, and resistance in New York City*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- PAHL, R. E. (1987). Does jobless mean workless? Unemployment and informal work. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 493 (septembre): 36-46.
- PATTILLO-MCCOY, M. (1999). *Black picket fences: privilege and peril among the black middle class*. Chicago: University of Chicago Press.
- PÉTONNET, C. (1982). *Espace habités. Ethnologie des banlieues*. Paris: Galilée.
- PIORE, M. J. (1979). *Birds of passage: migrant labor and industrial societies*. Cambridge: Cambridge University Press.
- PRED, A. R. (2000). *Even in Sweden: racisms, racialized spaces, and the popular geographical imagination*. Berkeley: University of California Press.
- RICKETTS, E. R. et SAWHILL, I. V. (1988). Defining and measuring the underclass. *Journal of Policy Analysis and Management*, 7 (hiver): 316-325.
- SAYAD, A. (1991). *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Bruxelles: De Boeck université.
- SCHWARTZ, O. (1990). *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du nord*. Paris: Presses Universitaires de France.
- SHIELDS, R. (1991). *Places on the margin : alternative geographies of modernity*. Londres: Routledge.
- SMITH, D. (1987). Knowing your place: class, politics, and ethnicity in Chicago and Birmingham, 1890-1983. Pp. 277-305 in Nigel Thrift and Peter Williams (dir.), *Class and space: the making of urban society*. Londres: Routledge and Kegan Paul.
- SOJA, E. W. (1989). *Postmodern geographies: the reassertion of space in critical social theory*. London: Verso.

- SULLIVAN, M. L. (1989). *Getting paid: youth crime and work in the inner city*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- UITERMARK, J. (2003). «Social mixing» and the management of disadvantaged neighborhoods: the Dutch policy of urban restructuring revisited. *Urban Studies*, 40-3 (mars): 531-549.
- VAN DEBURG, W. L. *New day in Babylon: the black power movement and American culture, 1965-1975*. Chicago: University of Chicago Press.
- VENKATESH, S. (2000). *American project. The rise and fall of a modern ghetto*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- WACQUANT, L. 1992. «The Zone»: Le métier de «hustler» dans le ghetto noir américain. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 93 (juin): 39-58. (Repris in Pierre Bourdieu et al., *La misère du monde*, Paris, Points/Seuil, 1993, pp. 279-316).
- WILSON, W. J. (1996). *When work disappears: the world of the new urban poor*. New York: Knopf.
- YOUNG, M. et WILLMOTT, P. (1954, 1986). *Family and kinship in East London*. Berkeley: University of California. Buenos Aires.